QUESTIONS A PIERRE MAUROY

POUR L'"ARC-EN-CIEL" N° 24

- 1 Quand on a été Premier ministre, c'est-à-dire pragmatique par nécessité, est-ce que l'on renonce au combat d'idées pour l'avenir?
- 2 L'homme de la rue ne sait pas répondre à la question: "Qu'est-ce que le socialisme?". En revanche, il répond sans peine à la question: "Qu'est-ce que la démocratie?". A quoi est dû, selon vous, le fait que le message soit passé dans un cas et pas dans l'autre?
- 3 Le projet de société des socialistes est-il décrit quelque part clairement et succinctement?
- 4 N'y a -t- il pas de lien entre une absence relative du projet de société des socialistes explicite et la méconnaissance de ce qu'est le socialisme pour l'homme de la rue?
- 5 Les démocrates, dès 1789, ont défini leur projet de société en 17 articles: la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Les socialistes ne pourraient-ils pas reprendre la même méthode pour définir leur projet de société au nom du principe: "Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement?".

. . . / . . .

- 6 Selon vous, le socialisme, est-ce l'extension des libertés et des Droits de l'Homme au-delà de la démocratie politique?
- 7 En 1789, les élus, à l'Assemblée nationale, ont voté une motion dite Mougins de Roquefort qui disait:

"L'Assemblée nationale décrète qu'elle borne quant à présent la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen aux 17 articles qu'elle a arretté, et qu'elle va procéder sans délay à fixer la Constitution de la France pour assurer la prospérité publique SAUF A AJOUTER APRES LE TRAVAIL DE LA CONSTITUTION LES ARTICLES QU'ELLE CROIRAIT NECESSAIRES POUR COMPLETTER LA DECLARATION DES DROITS".

Cela n'a jamais été fait. Seriez-vous d'accord pour faire cet ajout, à l'occasion du bicentenaire de la Déclaration, et formuler, par la même occasion, le projet de société des socialistes?

- 8 On parle toujours de défendre les Droits de l'Homme, ce qui fait consensus, sauf aux extrêmes politiques. N'est-ce-pas la spécificité des socialistes, par rapport aux conservateurs, de passer de la défense à l'extension des Droits de l'Homme? Pourquoi n'en parle -t- on jamais explicitement?
- 9 Jacques Chaban-Delmas, dans une interview qu'il nous a accordée, a déclaré qu'il était d'accord pour formuler sa nouvelle société, à l'occasion du bicentenaire, en termes de nouveaux Droits de l'Homme. Pour votre part, vous avez parlé de "Nouvelle Citoyenneté". N'y a -t-il pas un terrain d'entente à trouver sur des droits jamais reconnus tels que le droit à la participation des travailleurs dans l'entreprise, le droit à vivre dans un environnement sain, le droit à vivre dans sa propre culture, le droit à l'intégrité physique et psychique par rapport au pouvoir croissant de la science?

.../...

10 - L'Internationale Socialiste est contre le socialisme de caserne, contre ce capitalisme sauvage qu'est le libéralisme. Ne pourrait-elle, selon vous, définir sa philosophie commune, son projet de société en termes de nouveaux Droits de l'Homme pour se définir positivement entre les blocs idéologiques?

11 - Socialisme et sociale-démocratie, est-ce la même chose à partir du moment où le socialisme est conçu comme l'extension des Droits de l'Homme?

&&&&&&&&&&&&

Cl

REPONSE AU QUESTIONNAIRE DU MAGAZINE DES DROITS SOCIALISTES DE L'HOMME

réponse à la question n°1-

S. ROMAN

Je n'ai pas la prétention de faire une réponse valable pour tous les premiers ministres. Pour ce qui me concerne je pense que mon action témoigne de ma volonté de faire prévaloir le combat d'idées.

C'est bien dans cette perspective que j'ai invité le parti socialiste à engager un vaste processus de réflexion et de discussion ayant pour objet la définition d'un nouveau projet politique.

En effet je suis convaincu que nous ne devons pas et nous ne pouvons pas tabler uniquement sur les déçus du libéralisme pour retrouver une majorité favorable à notre combat.

C'est en proposant aux Français une autre logique que celle du libéralisme que nous emporterons la conviction et nous ne serons convaincants que si nous avons une logique politique, laquelle doit s'organiser autour de la notion de solidarité qui est fondamentale pour nous.

Dans ce cadre, le pragmatisme dont on doit nécessairement faire preuve en tant que Premier ministre ne change rien à l'affaire : les difficultés de toutes sortes peuvent naturellement conduire à étaler dans le temps certaines réformes, à prévoir des transitions et de façon générale à accorder une attention extrême à l'explication. Tout ceci est normal, mais celà ne doit pas conduire à abandonner nos principes.

réponse question n°2

Je ne suis pas certain que la clarté soit aussi grande en ce qui concerne la démocratie et la confusion aussi complète en ce qui concerne le socialisme! Ceci dit, vous avez raison de penser que la définition du socialisme échappe probablement à de nombreux Français. Alors que chacun a une idée de ce qu'est la démocratie.

Je pense que la différence de perception de ces deux valeurs a deux origines: l'une est historique et tient au fait que le combat pour la démocratie dure depuis au moins deux siècles, alors que le combat pour le socialisme n'apparaît réellement en tant que tel qu'à la fin du 19ème siècle.

Il se déroule donc depuis deux fois moins de temps et c'est déjà une différence à ne pas négliger. Songez qu'après un siècle de combat pour la démocratie, une fraction encore importante de la population et de ses élites considéraient que la démocratie était synonyme de médiocratie et finalement de décadence pour le pays! Et ces craintes n'ont pas encore totalement disparu aujourd'hui...

L'autre origine justifiant cette différence de perception est plus profonde : à tort ou à raison, la démocratie est une valeur assimilée à l'univers politique et à celui-là seulement. En revanche, le socialisme est une valeur qui intéresse l'univers politique bien entendu, mais elle touche aussi l'économie, la vie sociale, la culture.

Le caractère global de cette valeur, fait que ses contours peuvent apparaître flous, donc incertains, voire menaçants.

Ceci est d'autant plus vrai que l'expérience communiste a conduit beaucoup d'hommes et de femmes à considérer que le projet socialiste avait une dimension totalitaire irréductible.

L'hégémonie idéologique et culturelle qu'exerçaient à gauche les communistes dans notre pays, a d'ailleurs contribué à nourrir cette confusion. De ce point de vue, les temps changent : aujourd'hui les valeurs du socialisme démocratique peuvent se débarrasser de ce handicap et notre expérience de gouvernement a certainement été istructive pour beaucoup de non socialiste dans la mesure où nous avons montré que notre attachement à la démocratie était total.

réponse question n)3-

Non bien sûr. Et c'est à la fois logique et regrettable.

Logique puisque l'évolution profonde de la société Française et de son environnement a périmé les analyses élaborées il y a 15 ou 20 ans.

C'est une tendance d'autant plus compréhensible et normale que l'ampleur et la diversité des réformes réalisées par la gauche de 1981 à 1986, ont contribué à cette obsolescence.

Mais c'est aussi regrettable car il est évident que nous ne pouvons rester longtemps sans une formulation claire et cohérente de notre projet, comme je vous le disais précédemment.

question n°4

Le lien est évident. On parle beaucoup aujourd'hui de Société hyper-médiatique, de même un hebdomadaire a récemment organisé des réunions de réflexion sur le "pilotage des sociétés complexes". Je crois que l'homme de la rue, comme vous dites, mesure la crédibilité des déclarations politiques en fonction de leur clarté et de leur cohérence. La clarté renvoie à la langue de bois et finalement à la conviction qui anime un homme politique qui fait passer ou non ses

déclarations dans le public.

La cohérence renvoie à des notions plus complexes : tout d'abord le respect de certaines valeurs dites républicaines et auxquelles nous, socialistes, tenons beaucoup. Je pense notamment à la justice sociale, à l'égalité des chances, à la nécessité d'une réelle protection sociale bénéficiant à tous face aux aléas de l'existence.

Mais elle renvoie également au souci qui est devenu commun à une très grande majorité de Français, de respecter les grands équilibres économiques et finalement de voir la France rester partie prenante de la construction européenne et bénéficier à nouveau d'une croissance économique forte : Aujourd'hui, un discours "isolationniste" sur le plan politique ou économique, n'aurait aucune chance de convaincre les Français. De même, je suis persuadé qu'un discours "désintégrateur" sur le plan social serait très rapidement rejeté. Je crois d'ailleurs que c'est ce qui est arrivé au gouvernement de J. CHIRAC, lequel après avoir proclamé une volonté d'exclusion tous azimuths à l'encontre des chômeurs, des immigrés, des drogués, des jeunes en difficulte, des lycéens etc... Fait complètement machine arrière.

question 6-

Les socialistes ont toujours refusé de considérer que la démocratie politique pouvait être isolée historiquement du reste de la société: Peut-on réellement imaginer une démocratie vivante sur le plan

politique alors que prévaudrait un modèle autoritaire sur les plans économique, social ou culturel ?

J'ajouterai que l'action de mon gouvernement a témoigne de cette volonté de considérer l'évolution de la société vers plus de démocratie dans son ensemble et pas seulement sur le plan politique: C'est bien dans cette perspective que s'enchaînent et s'imbriquent de nombreuses réformes: A la décentralisation répondent les Lois Auroux dans l'entreprise, l'élection des administrateurs de caisses au suffrage universel pour la sécurité sociale, les Etats généraux de la recherche pour le développement de nos capacités scientifiques, l'instauration des comités de retraités et personnes agées, d'une conférence annuelle des familles, la consultation des parents d'élèves sur la réforme des lycees etc... Je crois pouvoir dire que notre volonté de démocratisation n'a nullement été circonscrite au domaine politique!

question 9-

En effet, il est sans doute possible de trouver des terrains d'entente avec une partie de la droite, la droite éclairée, sur l'extension des Droits de l'Homme. Je constate d'ailleurs avec intérêt qu'ici et là l'application des Lois Auroux est freinée, de même que Jacques CHIRAC a décrété la pause dans la décentralisation, mais que, finalement, la droite n'ose pas remettre en cause ces réformes.

Cette situation va-t-elle durer? Je ne le crois pas, tout dépendra du rapport de forces, la meilleure façon de défendre les acquis, c'est encore pour les socialistes de reprendre l'offensive, voilà notre priorité.

Que dans cette perspective nous puissions déjà constater avec la droite éclairée un accord portant sur l'extension de certains droits, je m'en réjouirais. Mais je ne me fais pas trop d'illusions et j'invite les socialistes à ne pas trop rêver là dessus.

La droite éclairée en France n'a jamais rassemblé de gros bataillons. C'est notre combat qui sera porteur dans ce domaine et non pas les alliances ponctuelles qu'on peut passer avec tel ou tel.